

Sommaire

Fonctionnaires

Un budget de plus de 31 milliards de Fcfa pour 2020

Fraternité Matin - lundi 30 décembre 2019

La mutuelle des agents adopte de nouvelles résolutions

Fraternité Matin - lundi 30 décembre 2019

Politique

Les Présidents Ouattara et Obiang NGuema engagés à renforcer les relations bilatérales

Fraternité Matin - lundi 30 décembre 2019

Le cadeau du nouvel an du Président Ouattara aux populations

Fraternité Matin - lundi 30 décembre 2019

Le Rhdp informe et rassure le corps diplomatique

Fraternité Matin - lundi 30 décembre 2019

La cellule de coordination et les ministères techniques préparés à relever les défis futurs

Le Patriote - lundi 30 décembre 2019

La Côte d'Ivoire prisonnière de ses chefs

lemonde.fr - vendredi 27 décembre 2019

Mugefci / La dernière session 2019 de l'Assemblée générale de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État a eu lieu le 27 décembre à la Rotonde de la cité financière.

Un budget de plus de 31 milliards de Fcfa pour 2020



Le Conseil d'administration de la Mugefci veut faire de la mutuelle, le leader en Afrique. (Photo DR)

offertes et la satisfaction des parties intéressées, dynamiser la communication, accroître les performances de l'organisation, garantir l'équilibre financier de la mutuelle. Dans la même veine, la mutuelle met en place de nouveaux produits à compter de janvier 2020. Il s'agit notamment de deux déclinaisons améliorées d'Ivoir'santé et un produit de prévoyance assurant la poursuite des études des enfants des mutualistes.

MARC YEVOU

Mesmin Komoé et le conseil d'administration veulent faire de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire (Mugefci), une référence en matière d'assurance santé et prévoyance en Afrique dans les cinq prochaines années. C'est pour partager cette vision que les mutualistes et les instances dirigeantes de la Mugefci se sont retrouvés en Assemblée générale le 27 décembre à la Rotonde de la cité financière. L'occasion a été mise à profit pour adopter le budget 2020 de la mutuelle qui s'équilibre en ressources et en dépenses à 31 732 360 000 FCfa contre 32 719 729 776 en 2019 soit une baisse de 987 389 776 FCfa (3,02%). Cette baisse, à en croire le conseil d'administration, s'explique par plusieurs facteurs qui interviennent dans la gestion de la Mugefci. Il s'agit, entre autres, du reversement d'une partie des précomptes du régime de base de la mutuelle à l'IPS Caisse nationale d'assurance maladie pour le paiement de la cotisation Cmu des fonctionnaires et agents de l'État, la poursuite du déploiement de la carte unique et intelligente, nouvelle carte d'accès des mutualistes aux prestations de la mutuelle et la mise en œuvre du Plan stratégique de l'audit qualité devant conduire à la certification de la mutuelle. Pour se donner les moyens de parvenir à positionner la Mugefci au plan continental, le conseil d'administration a instruit la direction exécutive sur ce credo suivant pour l'année 2020: « Satisfaire de façon optimale les besoins et attentes des parties prenantes tout en garantissant le respect de la réglementation en vigueur ». Consciente de ses responsabilités dans cette mutation positive, la direction exécutive veut s'appuyer sur six orientations stratégiques, à savoir : Respecter les dispositions légales et réglementaires, accroître le développement de produits complémentaires, améliorer la qualité des prestations

Direction générale des Impôts

La mutuelle des agents adopte de nouvelles résolutions



Photo de famille des participants à l'assemblée générale. (photo : D. R)

Les membres de la Mutuelle des agents de la direction générale des impôts (Madgi) ont tenu leur Assemblée générale ordinaire (Ago) le 28 décembre, au siège de l'association, le Club house Abinan Kouakou Pascal, sis à la Riviera Faya. Ces assises avaient pour objectifs de statuer sur les comptes de la mutuelle au titre de l'exercice 2018 et de dégager les perspectives pour le mandat 2019- 2022. L'un des points saillants de cette assemblée générale fut l'examen et l'adoption des résolutions issues du séminaire de Yamoussoukro qui s'est tenu du 29 novembre au 1er décembre. Ce qui a permis à Yaya Koné, Président du conseil d'administration (Pca) de la Madgi, par ailleurs conseiller technique du Directeur général des impôts, d'indiquer : « ces résolutions constituent les nouveaux chantiers de notre mandature en vue d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et des membres de leur famille ». Il s'agit notamment de l'instauration d'une nouvelle carte de membre à la Madgi, la prise en compte des retraités de la Dgi par la couverture médicale de la mutuelle, l'instauration d'une prime spéciale d'assurance pour la prise en charge de ces retraités, la prise en charge systématique des nouveaux agents dans la couverture maladie dès leur entrée à la direction générale des impôts. A cela, s'ajoute le plafonnement de la consommation par famille qui est désormais fixé à 10 millions de F Cfa par an. Telles sont les réformes qui ont été arrêtées à la sortie de l'assemblée générale ordinaire. Lesquelles entrent en vigueur à compter de 2020. Ces assises, faut-il le souligner, ont bénéficié de la caution morale du directeur général des impôts. Qui s'est fait représenter par l'un de ses conseillers techniques en la personne de Jacques Aka. L'émissaire de Ouattara Abou Sié s'est félicité de la bonne marche de cette organisation depuis sa création. Avant de relever que « la Madgi est le principal outil de la mise en œuvre de la politique sociale de la Dgi. La satisfaction du bien-être des agents étant le souci permanent, la direction

générale réitère son appui à la mutuelle ». C'est la raison pour laquelle Jacques Aka a invité les membres du conseil d'administration de la Madgi à « s'engager à œuvrer pour que les chantiers à venir concourent plus au bonheur des travailleurs ». Tout en rappelant aux membres du conseil d'administration l'importance de la responsabilité qui leur incombe.

GUY-ASSANE YAPY

Coopération ivoiro-équato-guinéenne / Le Chef de l'État de la Guinée Équatoriale, dans le cadre d'une visite de travail et d'amitié en Côte d'Ivoire, a été accueilli samedi à l'aéroport international de Port-Bouët par le Président de la République.

Les Présidents Ouattara et Obiang NGuema engagés à renforcer les relations bilatérales



Le Président de la République, Alassane Ouattara et son homologue de la Guinée Équatoriale Teodoro Obiang NGuema ont salué la qualité des relations entre les deux pays. (PH: PORO DAGNOGO)

Les liens de coopération entre la Côte d'Ivoire et la Guinée équatoriale sont déjà solides. Les Présidents Alassane Ouattara et Teodoro Obiang NGuema ont tout de même réaffirmé, samedi, leur engagement à renforcer les relations bilatérales entre leurs deux pays. En effet, le Chef de l'État de la Guinée équatoriale, dans le cadre d'une visite de travail et d'amitié en terre ivoirienne, est arrivé autour de 12h à l'aéroport international de Port-Bouët. Il a été accueilli par son homologue ivoirien Alassane Ouattara, accompagné du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, du ministre d'État, ministre de la Défense Hamed Bakayoko. Après les honneurs militaires, les civilités et les salutations d'usage, les deux hommes d'État se sont retrouvés à la résidence du Chef de l'exécutif ivoirien sise à Cocody où ils se sont entretenus. Au terme de ces échanges, le Président Alassane Ouattara et son invité, devant la presse, se sont félicités de la qualité des liens qui unissent la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire. « Je suis très heureux de recevoir le Président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang NGuema qui effectue une visite de travail et d'amitié en Côte d'Ivoire. La coopération

bilatérale entre nos pays est bonne. Nous avons réaffirmé notre volonté de la consolider davantage », a confié le Chef de l'État ivoirien. Le Président de la Guinée équatoriale, dans ses propos, a affiché la même détermination, notamment au niveau agricole. Il a loué le progrès effectué par la Côte d'Ivoire dans ce domaine. D'où sa volonté de bénéficier de l'expérience ivoirienne en la matière. « J'apprécie beaucoup le développement agricole de la Côte d'Ivoire. J'ai donc demandé à mon frère d'établir la coopération à ce niveau », a-t-il manifesté. Il a montré sa disponibilité à signer des accords et à faire le suivi véritable de leur application à travers la commission mixte. Teodoro Obiang NGuema a aussi informé avoir profité de cette rencontre pour demander de renforcer leurs économies afin d'être indépendants dans la consommation des produits de première nécessité. Il a aussi déclaré que la Guinée équatoriale, qui est un pays pétrolier, sera ravi de mettre son expertise à la disposition de la Côte d'Ivoire. Sur ce point, il a fait savoir qu'un institut de formation aux métiers de pétrole existe dans son pays et que cet établissement est disposé à recevoir les étudiants ivoiriens. Relativement à ce chapitre, le Président Ouattara s'est réjoui de cette initiative de son homologue.

Obiang NGuema instruit sur le processus du remplacement du F Cfa par l'Eco Le Président Ouattara n'a pas manqué de préciser que cette entrevue lui a servi de cadre pour instruire son interlocuteur sur le processus qui a abouti au remplacement du F Cfa par l'Eco. Son homologue s'est félicité de cette volonté des Chefs d'État africains d'adopter une monnaie propre à l'Afrique. « Nous sommes capables maintenant de disposer de notre monnaie », s'est-il convaincu. Il a toutefois précisé que la coopération en la matière avec la France ne sera pas totalement rompue. « Nous travaillerons avec la France comme un partenaire », a-t-il déclaré. Le Chef de l'État équato-guinéen, dans sa déclaration, a soutenu que le Président Ouattara et lui ont également parlé de l'importance de renforcer l'Union africaine (Ua) pour le bonheur des États membres de cette institution. Le Président Alassane Ouattara, à ce sujet, a précisé que leur entretien du jour a également porté sur la tenue du prochain sommet de l'Ua qui aura lieu en février prochain à Addis Abeba, en Éthiopie. Et qu'à cette occasion, l'Unseco

Coopération

Les Présidents Ouattara et Obiang NGuema s'engagent à renforcer les relations bilatérales

P. 2



PHOTO : FERO DANGBOO

- [Le Chef de l'État a reçu samedi son homologue équato-guinéen](#)

décernera le Prix Félix Houphouët-Boigny au Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed Ali. Celui-ci a été désigné lauréat de l'édition 2019 du Prix Félix Houphouët-Boigny-Unesco pour la recherche de la paix, en raison de ses actions dans la région et particulier pour avoir été l'instigateur d'un accord de paix entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Teodoro Obiang NGuema a par ailleurs félicité la Côte d'Ivoire et la Guinée équatoriale pour avoir bien travaillé, pendant une période, en qualité de membres non permanents du Conseil de sécurité.

KANATÉ MAMADOU



Inauguration du château d'eau de Moronou (Toumodi) / Un nouveau jour s'est levé à la veille du nouvel an, dans le village de Moronou, situé à 25 km de Toumodi, dans la région du Bélier.

Le cadeau du nouvel an du Président Ouattara aux populations



Jeannot Ahoussou-Kouadio, président du Sénat (2e à gauche) et le ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba ont mis en service le château d'eau, le samedi 28 décembre. (PH : DR)

Grâce au programme « Eau pour tous » initié par le Président Alassane Ouattara, cette localité peuplée de 5252 âmes dispose, depuis le 28 décembre, d'un château d'eau de 50 m³/jour. Cet ouvrage de plus de 228 millions de FCfa, financé entièrement par le Fonds national de l'eau (Fne), offre enfin l'opportunité aux populations de tourner définitivement le dos à l'eau de qualité approximative des puits et marigots. La remise de l'ouvrage a eu lieu en présence du président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio, haut patron de ladite cérémonie, du ministre Laurent Tchagba, ministre de l'Hydraulique et de Maurice Bandaman, ministre de la Culture et de la Francophonie. Laurent Tchagba a rendu hommage au Chef de l'État pour avoir initié le programme «Eau pour tous» dans lequel s'inscrit la réalisation de ce bel ouvrage au profit des populations de Moronou. Selon lui, il s'agit d'une réponse efficace de l'État face à la sollicitude de ses populations. En termes de caractéristiques techniques, le ministre de l'Hydraulique a expliqué aux populations qu'il s'agit d'un système complet d'adduction en eau potable, composé d'un forage d'exploitation, d'un château d'eau de 50 m³ à 15 m de hauteur. L'ouvrage dispose également de pose de canalisations de distribution et a bénéficié de travaux d'équipement, de raccordement hydraulique et électrique de forage et d'équipement de local de stérilisation. A la région du Bélier, Laurent Tchagba a annoncé une bonne nouvelle. En effet, au-delà de ce projet d'adduction en eau potable, la région va bénéficier d'un raccordement à partir du fleuve Bandama, pour mettre les populations à l'abri

des problèmes d'eau. Dans ce programme, le gouvernement va investir plus de 128 milliards de FCfa. Il a, en outre, révélé que dans le cadre du programme social du gouvernement, 200 systèmes d'hydraulique urbaine vont être réalisés sur l'ensemble du territoire d'ici 2020. En sa qualité de cadre du département, le ministre Maurice Bandaman s'est souvenu des années difficiles dominées par des maladies liées à la consommation de l'eau de mauvaise qualité. Notamment le ver de guinée, la diarrhée et les nombreuses maladies qui en résultaient. Aux populations, il a expliqué que ce passé est derrière elles grâce au Président Alassane Ouattara, président du Rhdp dont la priorité reste et demeure le bien-être des populations. C'est pourquoi, il a invité ses parents à rester soudés derrière lui. Pour sa part, Simplicie Konan, président de la Mutuelle pour le développement économique et social du Moronou (Mudesmo) et directeur de cabinet du président du Sénat, a relaté dans les moindres détails, les cruciaux problèmes d'eau, ainsi que la longue marche qui a enfin abouti à ce château qui vient sonner la fin de leur calvaire. Il n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude au Chef de l'État, au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, au président Jeannot Ahoussou-Kouadio, initiateur dudit projet depuis le Conseil régional du Bélier et enfin au ministre Laurent Tchagba pour sa promptitude dans la réalisation de ce château dont les travaux ont duré 7 mois.

N'DRI CÉLESTIN



Tentative de coup d'État / La direction exécutive du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) a échangé avec le corps diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire le 27 décembre, à Sofi tel Hôtel Ivoire

Le Rhdp informe et rassure le corps diplomatique



La direction exécutive du Rhdp a donné d'amples informations aux diplomates. (Ph: Dr)

Tous les groupes géographiques étaient représentés à la rencontre que le Rhdp a eue vendredi, à l'Hôtel Ivoire, conduits par l'ambassadeur de la Rd Congo en Côte d'Ivoire, par ailleurs doyen d'âge par intérim du corps diplomatique, Mme Isabelle Iboula. La directrice exécutive adjointe chargée des relations extérieures, qui a initié depuis quelques mois une plateforme d'échanges avec les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques accrédités en Côte d'Ivoire, a évoqué avec ses hôtes l'actualité brûlante. Notamment le retour manqué de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, en Côte d'Ivoire et le mandat d'arrêt international lancé contre lui pour tentative de déstabilisation du pays et détournement de deniers publics. Le directeur exécutif du Rhdp, le ministre Adama Bictogo, qui délivrait un message du président du directoire du parti, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, a révélé que le gouvernement a pris toutes les dispositions pour assurer convenablement la sécurité de l'ensemble des populations vivant en Côte d'Ivoire. « Le rôle du gouvernement, c'est de veiller à la sécurité des personnes et des biens. Soyez rassurés, il se donne les moyens d'assurer convenablement ses missions. La sécurité a été renforcée et nous travaillons à faire en sorte que la paix soit maintenue », a-t-il affirmé, en martelant qu'il ne s'agit nullement d'un acharnement contre un candidat déclaré à la présidentielle de 2020, comme tente de faire croire le mis en cause. Il a précisé que c'est l'ancien président de l'Assemblée nationale qui a lui-même détourné son avion vers le Ghana, alors qu'il était attendu à Abidjan pour être entendu sur des faits qui lui étaient reprochés. « C'est vrai qu'il n'y avait pas eu de communication ni du gouvernement ni de la justice, mais

les faits reprochés à l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, lui avaient été signifiés. Il savait qu'il devait répondre devant la justice, une fois en Côte d'Ivoire », a déclaré Adama Bictogo. Il soutient que pour le Rhdp, les armes découvertes à Bouaké, lors des mutineries de 2017, à Abidjan à Assinie et ailleurs est une preuve qu'un coup d'État était en préparation. Selon l'intervenant, les députés proches du mis en cause et les cadres de son parti ont été mis aux arrêts pour avoir diffusé de fausses informations tendant à faire croire que le gouvernement empêchait l'arrivée de leur leader, de sorte à susciter un soulèvement de leurs militants, dans cette période où les manifestations publiques sont interdites. « Ils projetaient donc une insurrection certaine », a déclaré le directeur exécutif du Rhdp. Qui rappelle qu'il y a 6 à 7 mois, Guillaume Soro, alors qu'il annonçait sa candidature à l'élection présidentielle de 2020, avait affirmé que le pays pouvait brûler si l'on maintenait la Commission électorale indépendante (Cei) en l'état. Aussi trouve-t-il suspect que ses alliés de l'opposition et lui parlent de plus en plus de la mise en place d'une transition politique, alors que les institutions sont bien en place et que le pays est bien gouverné. « Guillaume Soro est le chef de file de cette déstabilisation devant conduire à une transition politique », soutient-il. « Ce qui se passe est grave, avec des tentatives d'atteinte à la sûreté de l'État, des découvertes de caches d'armes, des aveux d'actions subversives visant la sécurité des populations, des territoires, des institutions et particulièrement le Chef de l'État », a déclaré, pour sa part, Anne Ouloto, la directrice exécutive adjointe chargée des relations extérieures. Concernant le détournement de deniers publics, la direction du Rhdp précise que c'est la tentative d'enregistrer, en cette année 2019, au nom d'une société détenue par Soul to Soul et d'autres proches de Soro, une maison acquise avec l'argent du contribuable, donc avec des fonds sortis du Trésor public en 2008, qui a attiré l'attention de l'agent judiciaire du Trésor. Celui-ci a aussitôt alerté l'autorité. « En procédant ainsi pour garder par devers lui un bien devant servir de résidence aux Premiers ministres, Guillaume Soro tombe sous le coup de la loi », soutient Adama Bictogo. Il avait à ses côtés les ministres Sidiki Konaté, Paulin Claude Danho et bien d'autres cadres du Rhdp.

SAINT TRA BI

COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-UNION EUROPÉENNE / Une initiative du coordonnateur national de la Cellule de coordination de la coopération Côte d'Ivoire (CCC-CI)- Union européenne, Semon Bamba.

La cellule de coordination et les ministères techniques préparés à relever les défis futurs



YVES KALOU

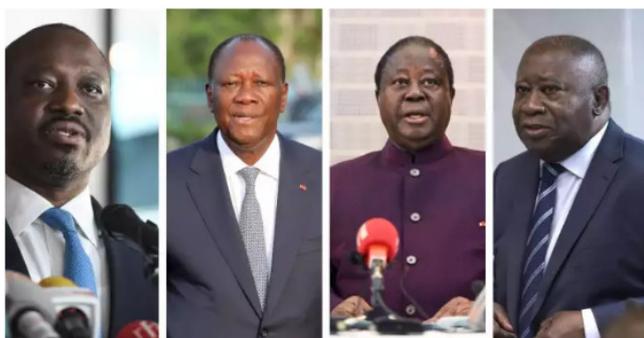
Les cadres de la CCC-CI et des ministères techniques bénéficiaires des projets et programmes financés par l'Ue, ont bénéficié de sessions de renforcement de capacités.

Une initiative du coordonnateur national de la Cellule de coordination de la coopération Côte d'Ivoire (CCC-CI)- Union européenne, Semon Bamba. Du 19 au 27 décembre 2019, les cadres de la CCC-CI et les ministères techniques, bénéficiaires des projets et programmes financés par l'Ue, ont bénéficié de sessions de renforcement de capacités. Ces sessions ont porté sur le développement durable, le réchauffement climatique, la compétitive du secteur privé, la communication institutionnelle, l'administration du personnel. L'enjeu, a expliqué Semon Bamba, au lancement de ces formations le 19 décembre au Plateau, est de permettre aux bénéficiaires d'être prêts et aguerris pour relever les défis futurs liés aux exigences de la nouvelle coopération avec l'Union européenne. « Nous sommes dans une période de passage de l'accord de Cotonou qui prend fin le 19 février 2020, donc nous allons vers un nouvel accord qui est en négociation. Selon nos informations, ce nouvel accord sera beaucoup plus axé sur le secteur privé, il est important que nous nous préparions pour être compétitif », a-t-il relevé. La Cellule de coordination de la coopération Côte d'Ivoire- Union européenne s'assure de l'utilisation optimale des ressources octroyées par l'Ue à la Côte d'Ivoire dans la réalisation des projets et programmes pertinents et à fort impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est une structure technique, placée sous l'autorité du ministre de l'Économie et des finances.



Les accusations de complot portées contre l'opposant Guillaume Soro rappellent que le logiciel politique ivoirien n'a guère évolué depuis vingt ans.

La Côte d'Ivoire prisonnière de ses chefs



Guillaume Soro, Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo. AFP

Triste Côte d'Ivoire. C'était il y a vingt ans tout juste. Le 24 décembre 1999, un « père Noël en treillis » faisait irruption dans la vie des Ivoiriens. Le général Robert Gueï, un officier ayant poussé dans l'ombre du père de la nation, Félix Houphouët-Boigny, venait de chasser du pouvoir Henri Konan Bédié, un autre héritier du « Vieux ». Une mutinerie de soldats mécontents s'était transformée en coup d'Etat. A Abidjan, on dansa le mapouka malgré les trois cents morts du putsch et les pillages. Les leaders de l'opposition d'alors, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, exclus des dernières élections, se félicitèrent plus ou moins ouvertement de la chute d'un régime dont la trace principale avait été la promotion de l'ivoirité, une forme de préférence nationale appliquée au contexte si particulier de ce pays.

Vingt ans et une guerre de près d'une décennie plus tard (2002-2011), la Côte d'Ivoire n'en a pas fini avec les complots réels ou supposés, les petites manœuvres en coulisses pour prendre ou conserver le pouvoir et une vie politique confisquée, peu ou prou, par les mêmes personnalités qui ont mené le pays vers l'abîme. A dix mois de la présidentielle d'octobre 2020, les jeux ne sont pas faits mais les cartes à disposition n'ont guère changé, chacune espérant trouver l'association qui lui permettra de remporter la mise.

Fréquentations infréquentables Dans cette partie où l'expérience a montré que toutes les alliances sont possibles, Guillaume Soro, « le nouveau venu », pensait être le plus habile. N'est-ce pas lui qui fut le premier artisan de la chute de Laurent Gbagbo, lorsque le plus roublard des politiciens de la place utilisait tous les stratagèmes pour conserver son fauteuil présidentiel après l'élection perdue de 2010 ? S'il n'a que 47 ans, l'ancien chef rebelle

s'est tracé à la hache un parcours au sein des institutions ivoiriennes : premier ministre de Laurent Gbagbo puis d'Alassane Ouattara, président de l'Assemblée nationale. De quoi vanter dans le même temps l'expérience et la jeunesse lorsque l'on se déclare candidat à la magistrature suprême. Mais voilà, Guillaume Soro ne semble pouvoir s'empêcher d'envisager des coups tordus, de s'entourer de fréquentations infréquentables.

Après la publication d'écoutes téléphoniques en 2015 qui le mettaient en cause dans la tentative de coup d'Etat ratée quelques semaines plus tôt au Burkina Faso, son vrai faux retour à Abidjan, quatre ans plus tard, vendredi 23 décembre, a été l'occasion, pour le pouvoir ivoirien, de sortir un autre enregistrement compromettant. M. Soro y assure auprès de ses interlocuteurs avoir ses hommes « positionnés un peu partout » en vue de profiter d'« une insurrection populaire ». Dans le tourbillon des accusations, Afoussiata Bamba, l'une de ses proches, reconnaît que ces propos ont bien été échangés avec Francis Perez, un patron de salles de jeux en Afrique et « une barbouze » française, mais que la bande a été coupée et remonte à 2017. L'aveu est destiné à prouver que les accusations du pouvoir sont purement opportunistes et n'ont pour seul but que d'« écarter Guillaume Soro de la course à la présidence ». Il renseigne néanmoins les Ivoiriens sur les méthodes que le mis en cause est prêt à employer pour satisfaire son ambition depuis qu'il a compris qu'Alassane Ouattara ne lui offrira pas sa succession.

« S'il y va, j'y vais » L'affaire ne grandit pas non plus le pouvoir en place. Avant son élection en 2010, Alassane Ouattara avait promis de restaurer l'indépendance de la justice. Le mandat d'arrêt international lancé contre Guillaume Soro pour « complot contre l'autorité de l'Etat » le 23 décembre, les accusations de « détournement de fonds publics » concernant l'achat de la villa qu'il occupait depuis près de dix ans, les incarcérations d'une quinzaine de ses proches, dont des députés, ne peuvent cependant que renforcer le sentiment que le pouvoir judiciaire exécute la volonté du palais. « Qui est fou ? », comme il se dit à Abidjan, pour croire que le procureur de la République n'avait d'autre choix que de lancer ces poursuites. Dans le petit jeu des accusations mutuelles, l'ex-chef de la rébellion a d'ailleurs fait savoir qu'il « ne reconnaît qu'une seule déstabilisation, celle du 19 septembre 2002 pour le compte de l'actuel président de la République, M. Alassane Dramane Ouattara ». Il avait jusqu'ici toujours déclaré le

contraire, mais la vérité du moment est la meilleure à entendre et revenir sur sa parole ne semble plus être un motif de disqualification.

Il en va de même pour le président Ouattara qui, à la veille de sa réélection en 2015, avait exclu toute possibilité de briguer un troisième mandat du fait de la révision constitutionnelle qu'il venait de faire adopter. Mais aujourd'hui, « pour empêcher ceux qui ont détruit le pays de revenir au pouvoir » comme le dit une source à la présidence, le chef de l'Etat laisse poindre la possibilité de concourir en 2020. Il aura alors 78 ans. Soit huit ans de moins qu'Henri Konan Bédié, « un jeune comme les autres » selon sa propre appréciation, avec lequel il semble avoir noué un étrange pacte négatif : « S'il y va, j'y vais. »

La candidature du « Sphinx de Daoukro » n'est pas encore formelle mais vingt ans après sa chute, celui-ci n'a jamais fait le deuil du fauteuil que tous ses successeurs se sont montrés « indignes » d'occuper. Dans les instances de son parti, la relève attend depuis longtemps et se prépare à attendre encore. « Nous sommes pris en otages, mais, dans la communauté Akan où un chef ne désigne pas son successeur et où la base de notre électorat est communautaire, il est suicidaire de contester Bédié », explique un jeune plus si jeune d'un ancien parti unique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), où « les cordons de la bourse restent entre les mains du patron ».

Nostalgie amnésique Dans les rangs du parti de Laurent Gbagbo, le Front populaire ivoirien (FPI), gare également à celui qui ose contester la figure du chef. L'avenir de l'ancien président, aujourd'hui en résidence surveillée à Bruxelles, est jalonné de points d'interrogation : en aura-t-il fini de ses affaires judiciaires devant la Cour pénale internationale (CPI) avant la fin juillet, date limite du dépôt des candidatures ? A-t-il le souhait, la santé, la volonté de se lancer dans une nouvelle bataille électorale ? Une chose est sûre : l'homme continue de faire l'unanimité chez ses partisans et de créer la peur chez ses adversaires. « S'il le peut et s'il le veut, il sera notre candidat naturel », dit Laurent Akoun, le vice-président du FPI, tout en reconnaissant « cette tendance mortifère à l'hyperpersonnalisation de la vie politique ». « Dans la conscience collective, il a développé une sympathie de martyr. Qu'il soit candidat ou pas, il demeure une menace bien plus grande qu'Henri Konan Bédié. Un mot d'ordre de sa part représentera 20 % de l'électorat », se désole un responsable important du parti au pouvoir (RHDP).

Près de neuf ans après son transfert devant la CPI, « la popularité de Laurent Gbagbo reste intacte, même si ses années de pouvoir ont été catastrophiques. Son populisme lui a permis de construire un lien fusionnel avec le peuple », constate le sociologue Francis Akindès. Le souvenir de la brutalité de ses sbires, de l'ultranationalisme brandit comme un étendard au motif que la guerre avait été « imposée de l'extérieur » s'est dissous dans une nostalgie amnésique.

« La société ivoirienne a peur de revivre ce qu'elle a vécu, mais elle n'a pas renouvelé son logiciel politique. Ouattara, Bédié et Gbagbo sont des icônes communautaires. Or nous sommes toujours sur une rhétorique tribale et dans un système "grand-frériste" qui vassalise les jeunes et les empêche d'afficher une ambition. Cependant, il existe désormais une très grande fracture avec la classe dirigeante qui sait qu'elle doit partir, mais ne sait pas trouver les modalités d'un bon départ », analyse M.

Akindès, pointant pour preuve de cette désaffection grandissante les moins de 4 % d'inscrits sur les listes électorales parmi les 18-24 ans.

« On est l'un des seuls pays de la région à n'avoir jamais connu de transition démocratique et pacifique, reconnaît piteusement une figure politique ivoirienne. C'est à la fois une frustration pour notre génération et une humiliation pour notre pays. »

CYRIL BENSIMON